



A La Valette, samedi. 206 migrants ont survécu au chavirement de leur embarcation partie de Libye, vendredi, à 110 kilomètres des côtes maltaises. PHOTO DARRIN ZAMMIT LUPI, REUTERS

Lampedusa, naufrage européen

La mort en mer de 34 nouveaux migrants, vendredi, montre la vacuité de la politique migratoire de l'UE.

Par MICHEL HENRY

A bord, ils étaient entre 270 et 400, pour la plupart des Syriens fuyant la guerre. Parti jeudi de Zouara, en Libye, leur bateau a essuyé des coups de feu d'origine indéterminée, venant de milices, de gardes-frontières ou de trafiquants de migrants : «Il y a eu une lutte furieuse, des cris à la radio et au téléphone avec quelqu'un qui exigeait que nous retournions à terre, mais le capitaine ne s'est pas arrêté», a raconté un migrant au quotidien italien la Stampa. Selon un autre passager, le bateau a été suivi pendant cinq heures par «des miliciens» qui, «tout à coup», leur ont tiré dessus : «Ils ont blessé deux personnes. Puis ils ont continué de tirer et le bateau a commencé à prendre l'eau. Il s'est rempli très vite et on s'est retrouvé à la mer», a expliqué Mohammed à l'AFP. Il dit avoir payé 1100 euros pour lui, autant pour sa femme, et 650 pour chacune de ses filles. «Mais quand nous sommes montés à bord, les miliciens ont pointé leurs mitraillettes sur nos têtes en demandant davantage. J'avais 5000 dollars [3700 euros] que j'ai dû leur donner.»

Les circonstances du naufrage, qui a fait au moins 34 morts vendredi,

restent confuses. Selon la marine maltaise, les passagers se sont rués d'un côté du bateau pour faire signe à un avion militaire qui les survolait. Puis le navire a chaviré, à 110 kilomètres des côtes. «Il y avait des centaines de personnes à la mer, certaines flottant sans vie», raconte le capitaine du bateau maltais qui a mené l'opération de secours «la plus difficile» de sa carrière. Achour, l'un des 206 rescapés, a perdu sa femme, enceinte de jumeaux, et leur fils. «Ce qu'il me reste, c'est ma fille, et je ne veux plus jamais qu'elle quitte mes bras», a confié ce Syrien à l'AFP.

RÉCIT

«**CIMETIÈRE.**» Les migrants avaient pour destination Lampedusa, l'île italienne au large de la Sicile où, le 3 octobre, 360 migrants (majori-

tairement des Erythréens) ont péri dans un autre naufrage qui constitue la pire tragédie de l'immigration en Italie depuis plus de dix ans. Face à ces drames répétés, la communauté internationale est sommée de réagir. Par l'Italie, d'abord : 32000 migrants ont déjà débarqué cette année sur ses côtes ainsi qu'à Malte, selon le Haut-Commissariat aux réfugiés. «On ne peut pas continuer comme ça», a dit le chef du gouvernement, Enrico Letta, samedi sur Europe 1. «L'UE doit décider de son destin : est-ce qu'elle veut détourner le regard d'un changement historique des flux migratoires ou réagir avec de nouvelles mesures juridiques et politiques?» argumente le ministre italien de la Défense, Mario Mauro, car ce qui se passe «en Syrie fera fuir des millions de person-

nes pendant des décennies». Pour le Premier ministre maltais, Joseph Muscat, la Méditerranée est en train de «devenir un cimetière». Il se demande «combien de morts il faudra encore pour que quelque chose soit fait». «Jusqu'à présent, il y a des déclarations, mais pas grand-chose de plus.» Hier, il s'est rendu brièvement en Libye, où il a rencontré son homologue, Ali Zeidan, qui s'est dit «déterminé à traiter le problème». Encore des mots... Le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, souhaite «des mesures qui traitent les causes profondes» des naufrages. Mais lesquelles?

L'Europe n'a pas de plan, sauf celui de renforcer la surveillance et de repousser les migrants. «Les Etats vont devoir donner des moyens, a prévenu jeudi la commissaire euro-

péenne en charge de la Sécurité, Cecilia Malmström. Ils doivent se montrer solidaires des migrants et des pays qui font face à des flux migratoires grandissants.»

«**URGENCE.**» Letta appelle l'UE à mettre en œuvre «immédiatement» le système de surveillance des frontières Eurosur, mais celui-ci ne sera pas opérationnel avant la fin de l'année. «Avec les instruments qu'on a mis sur la table jusqu'à maintenant, il n'y a pas la possibilité de trouver des solutions efficaces», s'impatiente l'Italien, qui invoque une «urgence réelle» avec «tout ce qui se passe en Afrique du Nord, en Erythrée, Somalie, Syrie», plus «la quasi-explosion de la situation libyenne».

Côté français, le ministre des Affaires européennes, Thierry Repentin, reconnaît que la France ne peut pas «laisser l'Italie seule». Le Conseil européen des 24 et 25 octobre devrait aborder le sujet et Paris proposera «des moyens d'ordre financier, mais aussi techniques». «On ne peut pas continuer à laisser des hommes et des femmes périr en mer sans réponse collective», admet Repentin.

Hier, l'Italie a renforcé ses patrouilles, récupérant 400 migrants au sud de Lampedusa, alors que les Maltais en sauvaient une centaine. Une sorte de routine. ◆

REPÈRES



Le président malien, Ibrahim Boubacar Keïta, réclame un sommet international sur l'émigration «pour conjurer de nouvelles tragédies». Et estime que l'Afrique, «seule, ne peut s'en sortir»: «Elle a besoin de solidarité. Pas de solidarité apparente, concédée par acquis de conscience. Mais de solidarité substantielle.»

3000

Erythréens fuient chaque mois leur pays selon le Haut-Commissariat aux réfugiés. Et 20000 migrants ont péri en Méditerranée ces vingt dernières années, selon les ONG.